

AVIS DE TEMPETES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
26 – 15 février 2020



| **Entrer**
dans le vif |

La réalité qui nous entoure est vaste. Nous la détestons, parce qu'elle transpire l'oppression et l'exploitation. Nous l'abhorrons, car malgré toutes les théories et toutes les explications, malgré la haine que nous voudrions féroce entre les classes, malgré les mille justifications fournies pour excuser non seulement la complaisance mais aussi l'adhésion de grandes masses d'opprimés au pouvoir, nous ne pouvons que constater –en foutant en l'air les mille mystifications victimistes–, que cette réalité est en très grande partie le résultat de la *servitude volontaire*. A partir de là, deux voies s'ouvrent à nous. Soit nous renonçons à toute interaction avec cette réalité, en essayant de nous forger une vie –la seule qu'on ait–, qui vaille quand même la peine d'être vécue. Cela peut se comprendre. Soit on essaye d'interagir avec cette réalité, en l'affrontant avec nos idées et nos désirs subversifs, au risque d'être engloutis

par elle et de finir par rejoindre la grande marche funèbre de l'humanité.

En fait, ces deux voies ne sont pas aussi éloignées que l'on pourrait le croire. En fuyant, nous affrontons tout de même la réalité ; à l'inverse, même en y intervenant, on lui balance notre part d'un autre monde, celui que nous construisons de façon bancale à l'intérieur de nous. Il n'y a que la mort qui puisse mettre fin à toute interaction – et encore, car à bien y regarder et sans tomber dans le culte de la charogne, même la mort peut avoir une signification dans la réalité. En laissant de côté une perspective qui voudrait « s'extraire » du monde, trouver ou construire un « en-dehors », quelles sont les conditions pour une interaction, pour une intervention révolutionnaire dans la réalité ? Comme cet adjectif a perdu pas mal de sens ces dernières décennies, précisons d'emblée que par « révolution-

24/12, Alès (France).

Dans le Gard, la porte en verre de la mairie est éclatée dans la nuit. Une personne accusée de ce fait est arrêtée le 16 janvier dans une manif. Procès en mars.

26/12, Rome (Italie).

« *Une elfe malintentionnée* » revendique le 27/1 l'incendie du grand sapin de Noël situé dans le parc du quartier de Torpignattara. Le tout en solidarité avec différents anarchistes incarcérés ou poursuivis en Italie, mais aussi dans les prisons grecques, russes, chiliennes, allemandes et françaises.

JANVIER 2020

5/1, Farébersviller (France)

En Moselle, les logements de fonction des gendarmes de la caserne sont attaqués vers 1h30 du matin à coups de pierres et de feux d'artifice par une dizaine d'inconnus masqués. Trois personnes arrêtées le 23/1.

6/1, Nissan-lez-Enserune (France).

Dans l'Hérault, un câble d'alimentation est sectionné le long de la voie SNCF et une armoire électrique volontairement incendiée dans la nuit, perturbant fortement le trafic ferroviaire entre Montpellier, Toulouse et Perpignan.

8-9/1, Thessalonique (Grèce).

Les *Cris avant l'aube* revendiquent le 7/2 l'attaque incendiaire contre trois camions appartenant aux services municipaux affectés à la rénovation urbaine dans le quartier d'Heptapyrgion (8/1), ainsi que la destruction incendiaire d'un véhicule d'une entreprise de sécurité privée à Sykes (9/1). La revendication termine notamment par « *Solidarité avec les rebelles chiliens* » et « *Solidarité avec les*

naire » nous entendons la tension transformatrice, le bouleversement des rapports sociaux existants – ce qui est bien autre chose que de l'associer de façon simpliste à l'avènement d'un « Grand Soir » où des foules ivres de révolte sortiraient pour tout changer du jour au lendemain. Face à la réalité que nous abhorrons, comment pouvons-nous tout de même nous décider à y intervenir, sachant que nous ne sommes pas des étoiles filantes sorties de nulle part, mais que nos idées, nos aspirations, aussi *différentes* soit-elles, sont aussi tributaires de cette même réalité – en gros, que nous ne sommes pas des êtres tombés du ciel, mais des individus de chair et d'os qui ont grandi dans ce monde-ci ?

Il est bien sûr difficile de saisir l'ensemble des aspects de ce qu'on nommera ici « l'intervention révolutionnaire ». Plutôt que de se demander ce qui en ferait partie, ne pourrait-on pas commencer par ce qui n'en fait pas partie ? C'est une première distinction nécessaire qui caractérise l'anarchisme, ou en tout cas certaines approches de l'anarchisme. L'anarchiste ne vit pas deux vies – même si les conditions de clandestinité, d'illégalité, du secret, inséparables de toute lutte, peuvent parfois induire un état de schizophrénie assez pénible. On n'est pas travailleur le matin quand on se rend au boulot et anarchiste le soir quand on va voir les copains au local du coin. L'anarchiste n'est pas un « militant », au sens où il ne peut pas, sous peine de transformer son anarchisme en un simple programme politique parmi d'autres, diviser sa vie, son temps, entre activités dédiées à la « militance » et activités dédiées à sa « vie ». En lui vit une tension permanente, qui peut parfois aussi devenir une vraie déchirure – ce qui peut l'amener, et ce n'est pas rare, à renoncer à tout et à redevenir « un mouton parmi le troupeau ». Comme il ne croit pas aux forces souterraines qui pousseraient inéluctablement le monde vers la liberté, ni aux mécanismes économiques qui pousseraient à l'émancipation (ce qui rendait compatible, pour un Friedrich Engels, d'être à la fois patron d'une filature pendant vingt années et, disons, lutter pour la cause du prolétariat), il a un rapport avant tout éthique à chaque aspect de sa vie. Ses choix, ses actes, ses renoncements, le définissent comme anarchiste, peut-être plus que les idées qu'il pourrait dis-

cuter avec les copains ou les menaces apocalyptiques qu'il pourrait adresser à la domination assis au bar. Il ne « milite » pas, il « est » anarchiste, anarchiste entendu non pas comme acquisition de certaines idées et pratiques, mais, justement, comme une tension entre ce qu'il pense, ce qu'il veut, ce qu'il vit et ce qu'il fait. Avant même d'aborder « l'intervention révolutionnaire », on voit qu'une foulditude de problèmes s'ouvrent déjà à nous.



Cette intervention révolutionnaire ne peut pas être exclusivement conçue sous forme de bataille d'idées. Si l'approfondissement des idées est important, ce n'est pas sur le terrain d'un débat public, d'une contradiction logique, qu'il est imaginable, possible, de transformer la réalité. Les livres, les textes, tout cela fait partie de l'activité d'un révolutionnaire, mais un livre n'est pas une arme. Un livre peut corroder des préjugés, des idéologies (qui participent, sans aucun doute, à cette effroyable « servitude volontaire » qui mène les masses, en chantant, vers l'abattoir), mais il ne peut pas abattre un patron ou démolir une prison. Pour abattre un patron, il faut une arme ; pour démolir une prison, il faut des moyens de destruction. Mais prendre en main une arme ne nous rend pas encore capables d'abattre le patron : pour cela, il faut avoir la conviction qu'il est juste, qu'il est adéquat, que cela fait sens d'abattre le patron. On le voit, on ne peut démêler l'ensemble des aspects de l'intervention révolutionnaire sans parler à nouveau dans le vide.

Nos idées ne seraient-elles alors que des forteresses abstraites ? Nous analysons cette société et nous comprenons comment le patron, tous les patrons, doivent être supprimés si nous voulons aller vers une société « sans Dieu ni maître ». Mais dans la réalité, on ne rencontre pas « tous les patrons », c'est une abstraction qui rend le concept concevable pour la raison, mais elle n'est pas immédiatement opérationnelle en tant que telle dans la réalité. Ce que nous trouvons dans la réalité, c'est *ce* patron, *un* patron, *plusieurs* patrons réunis peut-être autour d'une table dans une brasserie parisienne. Dès lors, il n'y a pas à s'étonner lorsque, gonflés d'idées de vengeance san-

squats » ainsi qu'un compagnon (Irdi K.) et les rebelles frappés par la répression des deux côtés du mur.

mi-janvier, Lausanne (Suisse). Près d'une centaine de panneaux publicitaires sont détruits à coups de marteau les deux dernières semaines aux quatre coins de la ville.

15/1, Labastide-de-Lévis (France). Dans le Tarn, les barrières de passage à niveau sont sabotées pour la troisième fois en une semaine, bloquant le trafic matinal (école et travail) de cet important axe routier de la région.

15/1, France. Les pieds d'un pylône d'une ligne à très haute tension sont sciés dans le cadre de la *Semaine de mobilisation contre RTE et son monde*. « *L'énergie est le nerf de leur guerre. Les tours de la Défense tiennent au nucléaire. Les pylônes transportent leur pouvoir autoritaire. Faisons-les tomber* » dit notamment le communiqué de soutien avec l'Amassada (lieu de lutte en Aveyron contre un projet de méga-transformateur du Réseau de transport d'électricité, RTE).

15/1, Brême (Allemagne). Un camping-car publicitaire de l'agence immobilière *Hesse und Partner* est incendié dans le quartier de Findorff au cours de la nuit. « *Courage et liberté pour les trois du banc public ! Nos coeurs brûlent ! Ni flic ni procureur ni juge ne les éteindra ! (A)* » conclut le communiqué.

16/1, Sept Laux (France) En Isère, la station de ski qui vit de l'industrie du tourisme a toutes ses dameuses sabotées dans la nuit avec du gravier placé dans leur réservoir.

16/1, Toulouse (France).

Le cabinet d'architectes *Cardete & Huet*, un des responsables du projet de gentrification urbaine TESO, a ses vitres brisées et sa serrure collée. « *Si Moudenc [mairie de Toulouse] se vante de « résorber les squats et les bidonvilles », nous avons d'autres idées pour lui !* » conclut la revendication.

17/1, Brest (France).

Dans le Finistère, la permanence électorale du maire *PS* se prend une dizaine d'impacts contre ses vitres. Le lendemain pour ne pas être en reste, celle de la *France Insoumise* reçoit de la peinture.

17/1, Hambourg (Allemagne).

Des dispositifs incendiaires sont placés sous quatre gros engins de construction d'un chantier de HPA (*Hamburg Port Authority*), près de la forêt de Vollhof. Ce chantier vise à mieux relier les camions au nouveau terminal de containers. « *L'économie du port sert souvent symboliquement à l'identité de cette ville et comme signe du progrès. Les usines chimiques, la centrale à charbon de Moorburg et les décharges sont pour nous (entre autres) des symboles d'un capitalisme qui détruit nos vies et la nature pour la croissance. Le nouveau terminal de containers accélère le flux de marchandises par l'automatisation complète des machines et est un terrain expérimental du réseau 5G. Les produits chargés ici nuisent à leur tour à la nature et aux humains dans beaucoup d'endroits du monde. Entre autres par l'exploitation de matières premières et les guerres* » dit notamment le communiqué.

18/1, Saint-Etienne du Rouvray (France).

En Seine-Maritime, le mât d'une caméra de vidéosurveillance est incendié en début de soirée. Les

guinaire contre « tous les patrons », on risque de se retrouver assez démunis devant *un* patron concret, même quand on a le couteau entre les dents. C'est pour cela qu'entre les idées anarchistes et la réalité de la domination, un pont, une incursion doivent être imaginés, construits. C'est peut-être la définition la plus ample qu'on pourrait donner quand on parle de « projet » et de « projectualité ».

En mettant ensemble tous les aspects de l'intervention révolutionnaire, on peut franchir un cap encore plus difficile : les imaginer ensemble pour construire ce projet qui va nous permettre d'intervenir dans la réalité. Attention, compagnonnes et compagnons qui lisez ceci, ce n'est pas un bavardage ou une masturbation mentale. Ce genre de projet tel qu'on l'entend est autre chose que de faire ceci ou cela, publier un journal ou écrire un livre, faire un hold-up ou brûler une entreprise, organiser une rencontre ou développer un potager. Il cherche à inclure sinon tous, au moins le plus possible d'aspects de l'intervention révolutionnaire, pour les orienter vers la réalité, *vers quelque chose à transformer dans la réalité*. Bien sûr qu'on peut argumenter que faire un bulletin anarchiste comme celui-ci a du sens en soi, qu'il est toujours intéressant de contribuer à l'approfondissement des idées et à la fermentation de la discussion. Bien sûr qu'on peut dire qu'une attaque contre une structure de la domination est toujours la bienvenue et est porteuse de sens, au-delà de toute perspective plus large dans laquelle elle s'insère (ou pas). C'est vrai, mais il y a un *mais*... Si l'on fait les choses pour notre stricte satisfaction personnelle, pourquoi pas, la réflexion peut alors s'arrêter là et il n'y a plus à s'encombrer d'autres questions. Mais osons soulever qu'une telle approche risque fort de se mordre la queue, de se vider de l'intérieur, car la satisfaction personnelle en appelle toujours une autre, plus loin, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on se rende compte soit qu'il n'y a plus rien à satisfaire (on est « vidé »), soit qu'on est plus en mesure de se satisfaire (et alors bonjour la déprime et l'amertume). Si par contre nous voulons charger ce que nous faisons d'un sens qui aille au-delà de notre désir individuel, d'un sens qui pourrait aussi parler à d'autres (et pourquoi pas, au monde entier), on est amenés à réfléchir les

choses différemment, on doit les réfléchir autrement. Pour reprendre l'exemple de ce bulletin, si ce n'était que pour la satisfaction d'écrire quelques (belles, ça dépend du goût de chacune et chacun) paroles sur l'anarchie, je peux vous dire franchement que j'arrêterais tout de suite. Le monde est déjà rempli de belles paroles sur l'anarchie, elles sont là, à portée de qui voudrait s'en saisir. Non, publier ce bulletin fait sens pour moi parce qu'il participe, de façon parfois adéquate et parfois sans doute moins, à une projection plus vaste, qui va bien au-delà de ces feuilles mensuelles mises à disposition.

Voilà donc le *mais*. Je ne peux pas, je ne veux pas, charger les choses faites avec plus de sens qu'elles n'en ont déjà. Par contre, je peux, et je veux, donner aux choses à faire un sens plus vaste lorsqu'elles sont reliées, qu'elles se parlent, qu'elles se pensent dans un ensemble au sein d'un projet, bien sûr provisoire et certes pas comme un programme à réaliser. Toutes les choses, prises singulièrement, prennent alors une autre couleur, un autre goût lorsqu'elles sont pensées ainsi. La distribution de tracts, qui peut vite devenir une routine décevante, devient par exemple autre chose lorsqu'elle est pensée en relation avec un projet. Brûler une antenne, ce qui peut aussi être un peu plus compliqué qu'une simple ballade nocturne, résonne autrement quand une telle attaque s'insère dans un vaste projet reposant sur une analyse de la société contemporaine, le rôle de la communication numérique dans la reproduction des rapports sociaux et dans l'économie capitalistes. La pratique de ce genre de sabotages contre des cibles réparties à travers tout le territoire, facilement identifiables, ayant une fonction importante dans le bon déroulement de la société, pourrait ainsi potentiellement se diffuser comme proposition concrète pour s'opposer à la duplication numérique du monde et à l'esclavage inouï dont elle est porteuse. De la même façon, s'organiser par affinité prend encore plus de sens quand cela s'insère dans un projet qui tend vers, ou prévoit, la possibilité d'une coordination, d'une organisation informelle entre différents groupes affinitaires, voire avec d'autres individus réunis dans des formes organisationnelles visant l'attaque de structures de la domination.

pompiers et les flics accourus à sa rescousse sont accueillis à coups de mortier.

18/1, Paris (France).

Une partie de la brasserie *La Rotonde* (6e arr.) prisee par le chef de l'Etat est incendiée dans la nuit, provoquant sa fermeture temporaire. Une personne arrêtée le 31/1 et incarcérée.

19/1, Bradiancourt (France).

En Seine-Maritime près de Saint-Saëns, le boîtier électrique d'une antenne-relais de téléphonie mobile est incendié dans la nuit juste avant sa mise en service, après que ses panneaux de protection aient été arrachés.

20/1, Avignon (France).

Dans le Vaucluse, à l'occasion de l'arrestation de huit personnes participant au mouvement des gilets jaunes, on apprend qu'elles sont non seulement accusées de plusieurs saccages de péages entre novembre 2018 et février 2019, mais aussi du sabotage incendiaire de quatre transformateurs électriques *Enedis* à Vedène..

21/1, Le Teich (France).

En Gironde, plusieurs trains de la ligne Arcachon-Bordeaux retardés suite au sabotage de deux passages à niveaux.

21/1, Cayenne (France).

Dans la colonie de Guyane, les câbles de deux armoires téléphoniques d'*Orange* sont sectionnés à l'aube dans les banlieues de Matoury (Larivot) et Rémire. 3000 clients et entreprises privés de téléphone et d'internet pendant une semaine.

22/1 Berlin (Allemagne).

Des anarchistes insouciant.e.s revendiquent les brèches faites dans la façade vitrée de *Stadt*

und Land à coups de pavés dans le quartier de Neukölln. Cet organisme d'Etat est responsable de plusieurs expulsions et poursuites contre des squatters.

22/1, Paris (France).

Un utilitaire du constructeur de prisons *Vinci* est incendié dans la nuit rue Gambon (20^e arr.) « *Solidarité avec ceux et celles qui résistent, à l'intérieur de ces murs. Solidarité avec ceux et celles qui luttent, dehors. Une pensée pour les trois anarchistes sous procès à Hambourg et pour la compagne Lisa, en prison pour braquage* » finit la revendication.

22/1, Fos-sur-Mer (France).

Dans les Bouches-du-Rhône, un pylône électrique de la ligne à haute-tension de RTE qui alimente la zone du terminal méthanière est incendié vers 23h. C'est précisément à l'endroit où les lignes électriques passent de l'aérien au souterrain et sont couvertes de gaine que le feu a été mis.

22/1, Anglet (France).

Dans les Pyrénées-Atlantiques, la façade des bureaux d'Ineo (groupe Engie), notamment spécialisée en smart city et vidéosurveillance qui intervient dans le domaine militaire comme nucléaire, est incendiée et reçoit de la peinture. « *Nous soutenons et encourageons tout sabotages, blocages, occupations et destructions réussis, en cours et à venir, permettant d'ensabler la machine jusqu'à l'arrêt complet, car tout est lié. Si le flux électrique est son sang, l'argent sa pitance, nous entendons bien créer l'hémorragie et sa diète nécessaire pour accélérer son déclin inéluctable. Que crève ce vieux monde* » conclut la revendication.

Beaucoup d'entre nous, chacune et chacun à sa manière, en avons marre de fréquenter des assemblées tenues par de petits politiciens, de voir nos aspirations être désamorçées par un milieu tendant vers le médiocre et le faisable, de participer à des luttes et des cortèges où nous sommes appelés à remplir le rôle de « radicaux de service » aménagé pour nous par les tenants de la stratégie des « rapports de force », de nous retrouver à la remorque d'autoritaires et de gestionnaires des conflits. Si, toi qui lis ceci, ne ressents pas cela et continue à voir du sens dans le possibilisme radical, bon courage à toi, ces lignes ne te seront que de peu d'utilité. Car ce que nous proposons est d'en finir avec tout cela, tout en étant conscients que ce qui est chassé par la porte pourrait insidieusement revenir par la fenêtre. Car cette rupture-là, il nous la faut. Ces dernières années, elle germe d'ailleurs un peu partout dans ce maudit Hexagone, bien sûr de façon chaque fois différente. Las de courir derrière l'énième mouvement social et de se retrouver à la merci de néo-blancs en tout genre, des anarchistes, des anti-autoritaires, des nihilistes, des individus singuliers agissent, attaquent, tentent d'intervenir depuis quelques années dans la réalité de mille façons différentes à travers le territoire, selon leurs propres temporalités et en toute *autonomie*. D'où un foisonnement d'actions directes se déroulant, qui plus est, dans un contexte social (peu importe qu'on l'apprécie plus ou moins) agité où on voit aussi émerger des réflexions et des pratiques nouvelles, parfois confuses sans doute, mais au moins non enrégimentées dans les cadres étroits de la « mobilisation sociale » et de ses cohortes de militants.

C'est pour cela que nous souhaitons à présent inviter et suggérer une réflexion sur ce qui a été nommé la « projectualité ». Et précisons, tout de suite, qu'il ne s'agit pas d'une proposition pour *une* projectualité, mais sans doute pour *des* projectualités, car la richesse d'approches qu'on décèle aujourd'hui dans l'agir des compagnonnes et compagnons ne doit sous aucun prétexte être attachée au lit de Procuste pour la faire rentrer dans un quelconque « projet unique ». La confrontation, l'échange, la compréhension réciproque des différentes projectualités n'est possible que lorsqu'elles sont énoncées, esquissées – par la parole écrite ou sussurrée à l'oreille, de façon détaillée ou en en restant à des propos plus généraux. Loin de toute « profession de

foi » éculée, pourquoi ne pas tisser des ponts entre l'idée et l'intervention dans la réalité, *contre la réalité* ? En cela, la discussion pourrait devenir, et il est peut-être temps, éminemment opérationnelle, c'est-à-dire concerner des perspectives concrètes sur la courte et moyenne durée, des inventaires de ce qu'il y a aurait à faire, et jusqu'aux hypothèses de ce qu'on pense pouvoir amener de façon conflictuelle dans cette réalité, de comment cette dernière pourrait se développer, se modifier, se transformer à l'aune de notre intervention. Un vain bavardage ? Je ne crois pas. Difficile ? Sans doute.



De « notre côté », c'est-à-dire depuis ces feuilles qui sortent depuis deux ans maintenant, on pourrait énoncer un projet qui mûrit de façon informelle ces derniers temps (c'est-à-dire, sans centre et par contributions directes et indirectes), à travers de nombreux apports écrits, échanges et expérimentations. En partant d'une approche insurrectionnaliste de l'anarchisme qui nous est chère, c'est-à-dire, d'un anarchisme basé sur l'auto-organisation, l'autonomie, l'informalité et l'attaque, il nous semble qu'un tel projet devrait à la fois continuer à prendre en compte les analyses de l'évolution de l'État, de la restructuration technologique de l'économie et de la société, et l'entremêlement de cette restructuration avec les guerres, l'abrutissement, la perte du langage et l'assaut contre le for intérieur des êtres humains. Ces analyses-là portent à voir « la guerre sociale » non pas selon des termes classiques (l'affrontement entre exploités et exploités, plus ou moins médiés par les différentes structures de gestion comme le parti ou le syndicat), mais plutôt comme un ensemble, contradictoire et complexe, entre des luttes spécifiques qui s'articulent contre une structure ou une nuisance précise du pouvoir, des explosions de rage –expression d'un ras-le-bol général mais très éphémères–, des mobilisations de masse échappant à la médiation politique classique telles que les gilets jaunes, ou encore des interventions plus spécifiquement « anarchistes » allant dans le sens d'une désorganisation, d'une déstabilisation de la restructuration technologique de la société.

23/1, Barcelone (Espagne).

L'agence *Liberbank* de la rue Roger de Llúria reçoit des coups de masse contre son distributeur de billets et sa vitre. Un tag « *Chile Despertó (A) Revolta* » est laissé sur place, tandis qu'un communiqué précise « *soutien à la révolte et solidarité avec les personnes détenues* » au Chili.

23/1, Leipzig (Allemagne).

En Saxe, *Quelques barbares* revendiquent les coups de masse contre les vitres du poste de police de la *Weißenfels*er Straße. « *Liberté pour les prisonniers de l'émeute du Nouvel An, Liberté pour les trois du banc public, Liberté pour tous les prisonniers ! Pour l'anarchie* » conclut le communiqué.

23/1, Hambach (Allemagne).

En Rhénanie du Nord-Westphalie, trois transformateurs de l'entreprise *RWE* qui exploite la mine à ciel ouvert de lignite sont incendiés et détruits en quelques jours. Ces transformateurs alimentaient les stations de pompage de la mine.

23/1, Milan (Italie).

Deux véhicules de l'école de police municipale sont incendiés dans la nuit. Revendiqué en solidarité avec les anarchistes et anti-autoritaires du monde entier incarcérés ou en cavale. « *Pour la révolte et l'anarchie* » conclut la revendication.

23/1, Athènes (Grèce).

Des compagnons, compagnons revendiquent une série d'attaques incendiaires coordonnées les 20 et 21 janvier : « *Ils prévoient la construction d'un monde basé sur l'exploitation, la soumission, la peur, l'apathie et la jalousie. Contre leurs plans, toujours rivés sur la cause révolutionnaire, pour un monde sans oppresseur ni opprimés, pour une société d'égalité, de solidarité et de justice.* »

Les attaques ont frappé : un concessionnaire *Mercedes* (Glyfada), le distributeur de billets de la *National Bank* (Poligonou Square), de la *Alpha Bank* (Neolonia), quatre utilitaires de l'entreprise de télécommunication *OTE* (Elliniko), le *Ministère des Transports et des Communications* (Polygon) et un fourgon de l'Ecole gréco-allemande *Erasmus* (Polygon). La revendication précise aussi que la *Fondation Mitsotakis* (foyer de conservateurs religieux et mafieux) à Kerameikos a été prise pour cible le 6 janvier.

24/1, Bobigny (France).

En Seine-Saint-Denis, le local de campagne du candidat *PS* est incendié dans la nuit. Il est complètement hors d'usage.

24/1, Bremerhaven (Allemagne). Dans le Land de Brême, explosion suivie d'un incendie devant la porte d'entrée du commissariat. Les dégâts sont limités.

25/1, Kiel (Allemagne).

Dans le Schleswig-Holstein, un communiqué envoyé au torchon local revendique l'incendie d'une agence immobilière *Vonovia* dans le quartier Wik.

25/1, Toulouse (France).

Une armoire électrique est sabotée dans la nuit sur les voies SNCF près de la gare du quartier Saint-Cyprien. Impactant les signalisations, ce sabotage a fortement perturbé le trafic ferroviaire entre Auch et Toulouse pendant deux jours.

25/1, Nice (France).

Dans les Alpes-Maritimes, six sans-papiers enfermés dans le centre de rétention (CRA) de la caserne Auvaré parviennent à s'évader vers 1h du matin après avoir scié les barreaux d'une fenêtre.

En mettant de côté les trois premiers pans – pour l'instant, et aussi parce que d'autres sont sans doute mieux placés pour le faire, notamment à propos des luttes spécifiques en cours –, on peut esquisser une projectualité possible sur ce quatrième aspect. Elle consisterait grosso modo à proposer comme champ d'intervention les infrastructures, souvent plutôt facilement identifiables, qui permettent aujourd'hui en grande partie le fonctionnement de la société connectée : *les transports, l'énergie, la communication*. Si seule l'insurrection peut ouvrir des horizons véritablement *autres*, révolutionnaires, on peut cependant déjà œuvrer et sans rien attendre à ce que le train de la domination qui avance à toute vitesse vers le gouffre soit ralenti, voire même tenter de le faire dérailler. Le fait qu'une prolifération d'attaques contre ces infrastructures puisse mener à une déstabilisation importante, voire à une révolte massive, est certes loin d'être garanti (de toute façon, méfiance éternelle envers tous ceux qui nous invitent à agir en proposant des garanties), mais cela n'est pas pour autant exclu. On a pu le voir récemment au Chili, où c'est le sabotage des transports publics dans la capitale, au sein d'une contestation, permettons-nous de le dire, assez banale, contre la hausse du prix des billets, qui a, sinon déclenché, au moins servi d'étincelle ou favorisé une révolte de grande ampleur. C'est une hypothèse, ni plus ni moins, mais qui pose en tout cas des questions opérationnelles immédiates dans ce qu'il y a à réfléchir, à préparer et à faire.

De plus, au-delà de quatre pelés anarchistes éparpillés ici ou là, on peut constater que plusieurs conflits très locaux s'axent également autour de ces infrastructures. Ici, c'est l'implantation d'un parc d'éoliennes qui est contestée, ailleurs c'est une ligne à haute-tension ; encore ailleurs on s'oppose à l'ouverture d'une mine, d'une antenne-relais ou au déploiement de la 5G (ce monstre encore sous-estimé pour ce qu'il inaugure réellement : une interconnexion de tout objet, soit un filet invisible qui reliera tout à la domination). Nombre de ces conflits présentent certainement de fortes connotations citoyennistes, mais on voit aussi comment ils peuvent être enclins à favoriser la pratique de sabotage plutôt que celle du bavardage : on ne discute pas avec une structure hostile, on la détruit.

A celles et ceux qui pensent qu'une telle projectualité est hors-sol et restera, au vue de l'adhésion enthousiaste des masses aux prothèses technologiques, l'apanage volontariste de quelques illuminés, nous pourrions répondre en mettant en exergue tous ces petits conflits qui foisonnent un peu partout, mais aussi tous ces petits groupes qui sont déjà allés frapper ce genre de structures spécifiques pendant le mouvement des gilets jaunes.

Cependant, le plus important n'est même pas là. Le plus important est qu'une telle projectualité (et – répétons-le, car il serait vraiment dommage d'être mécompris sur ce point – *sans en exclure d'autres*, à condition qu'elles soient argumentées et discutables, sinon elles ne regardent que ceux qui les développent et basta, il n'y a pas de mots supplémentaire à y dédier), une telle projectualité, donc, pourrait englober plusieurs aspects de l'intervention révolutionnaire. Elle nous permettrait de quitter nettement des chemins qui ne sont pas les nôtres et ne mènent qu'à la cogestion, à la politicaille, à la reproduction des mythes réconfortants sur les « masses », les « exploités », les « prolétaires », pour aller sur un chemin qui nous soit propre, qui nous appartienne, quitte à ce qu'il soit erroné (en ayant, souhaitons-le, la capacité à l'évaluer de façon critique en permanence, mais non sans essayer de faire les choses en entier plutôt qu'à moitié). Sur ce chemin, tout est à découvrir, même si nous pouvons aussi puiser dans certaines expériences du passé et surtout saisir les suggestions que la réalité nous lance en permanence.

Enfin, le fait de refuser la centralisation et de prôner la dissémination, l'ordre dispersé plutôt que la concentration, l'agir en petit nombre plutôt que la manifestation de masse, l'autonomie matérielle et mentale plutôt que le programme à réaliser, offrirait à cette projectualité des qualités qui ne sont pas les moindres.



26/1, Novosilki (Ukraine).

La *Nouvelle Jeunesse* revendique l'incendie d'une pelleuse de l'entreprise de construction *Atlant*, qui coupe des arbres dans la réserve naturelle de Teremki. « *Après tout, le seul langage que vous comprenez c'est le feu et la force* » dit notamment le communiqué.

26/1, Milan (Italie).

Une pompe à essence du géant des hydrocarbures et de l'énergie *ENI* est dégradée, ainsi qu'une dizaine de voitures de luxe et du service d'aéroportage *Enjoy* possédé par cette multinationale. En solidarité avec « *Casa Brancaleone [un squat sous expulsion] et avec toutes les personnes soumises à des mesures répressives* » précise le communiqué.

27/1, Berlin (Allemagne).

La *Résistance chaotique de cette ville répugnante* revendique la porte et les fenêtres détruites du bureau du district de Friedrichshain-Kreuzberg (BVV), coresponsable des expulsions de squats. Un tag « *le Liebig34 reste – le BVV doit disparaître* » a été laissé sur place.

28/1, Vigneux-sur-Seine (France).

En Essonne, la permanence de campagne du maire *LR* perd deux de ses grandes vitres dans la nuit.

28/1, Brême (Allemagne).

La portée d'entrée du poste de police est incendiée dans le quartier de Steintor. Revendiqué par *Des groupes autonomes* qui précisent notamment « *nous répondons aux attaques incessantes de l'État contre nos structures et à l'interdiction d'indymedia linksunten.* »

| Pas même le vendredi |

28/1, Hambourg (Allemagne).
Un véhicule de l'entreprise
Deutsche Telekom, notamment
responsable de la smart city
et de la 5G, est incendié au
cours de la nuit dans le quartier
de Wandsbek. « *Amour et
espoir dans les taules et dans la
clandestinité. Liberté pour les trois
du banc public. Anarchie* » conclut
le communiqué.

28/1, Bâle (Suisse).
Un utilitaire de l'entreprise
d'interim *Adecco* est incendié
vers 2h du matin. « *Parce que le
travail nous impose des valeurs
telles que la concurrence, le
rendement ou l'obéissance. Parce
que le travail produit et reproduit
jour après jour les rapports
dégueulasses de ce monde. Parce
qu'ici tout doit être vraiment
bouleversé. Parce que...* » conclut
le communiqué.

30/1, Thessalonique (Grèce).
Les ombres qui échappent à l'œil
revendiquent la destruction de
22 caméras de vidéosurveillance
dans cinq quartiers différents
de la ville. « *Devant la
généralisation du contrôle, nous
dispenserons notre action de façon
incontrôlable.* » La revendication
envoie sa solidarité aux
anarchistes Michailidis (qui était
en cavale après son évasion),
Athanasopolou (en cavale et
condamné par contumace à 35
ans) et Valavani, récemment
arrêtés par l'unité antiterroriste
dans une voiture volée, en
possession d'armes et autre
matériel.

30/1, Berlin (Allemagne).
L'avocat Ferdinand Wrobel,
qui défend depuis des années
un des plus gros spéculateurs
immobiliers de la ville, *Padowiz*
(racheteur de la maison Liebig³⁴
et responsable de la procédure

George Orwell a écrit un roman — *1984* — qui est devenu célèbre dans le monde entier pour sa critique du totalitarisme. Mais de quel totalitarisme ? Ayant été écrit en 1948, presque tous ses lecteurs l'ont considéré comme une dénonciation des régimes staliniens et nazi-fascistes. Le succès rencontré par *1984* se base donc sur la présomption qu'il décrit un monde très différent de celui où nous vivons, donnant aux braves et bons citoyens du « monde libre » une idée et une perception d'une horreur déjà survenue ou visible ailleurs, en tout cas *éloignée* dans le temps et l'espace.

Ce n'était pas le cas. Orwell n'entendait en effet pas démontrer une banalité, à savoir que le totalitarisme est laid et méchant. Son intention n'était pas non plus de dénoncer un type particulier de régime politique contemporain, mais plutôt de dévoiler les mécanismes intellectuels et psychologiques qui en sont à la base et de montrer qu'ils ne fonctionnent pas seulement dans les tyrannies, mais aussi dans les démocraties. Hier, y compris en dehors de la Russie de Staline, de l'Allemagne de Hitler, de l'Italie de Mussolini. Aujourd'hui, partout.

En fait, l'essence du totalitarisme ne se manifeste pas avec l'omnipotence d'une police brutale, mais avec un contrôle total des esprits. La surveillance permanente, les arrestations de masse, les interrogatoires, les tortures, les procès sommaires et les camps de concentration ne sont... qu'accessoires : ce sont des moyens pour obtenir la domination des esprits, ou mieux, pour entraîner l'individu à contrôler de lui-même sa propre pensée. L'outil essentiel de tout totalitarisme n'est pas la *chambre 101*, qui selon les contextes et les circonstances peut tranquillement être remplacée par des écrans de télévision (sans surprise Orwell s'est inspiré du *Meilleur des Mondes* de son maître Huxley, où le contrôle total est atteint à travers la béatitude et pas la terreur). Si l'intention est de supprimer la pensée, il

n'existe pas de différence substantielle entre brûler les livres et les rendre sans intérêt. S'il est difficile de trouver une différence effective entre un territoire contrôlé par des patrouilles de police envahissantes présentes à tous les coins de rue et un territoire surveillé par de discrètes caméras disséminées un peu partout, de la même façon quelle est la différence entre une correspondance papier interceptée par des services secrets et une correspondance informatique à totale disposition de multinationales comme Google ou Facebook ?

Dans le monde totalitaire de 1984, n'importe quelle pensée est criminelle, même la plus insignifiante, si elle n'est pas alignée sur la doctrine du Parti (c'est-à-dire de l'Etat). Afin de conjurer la menace subversive, on détruit la capacité critique des individus, réduisant drastiquement le nombre de mots à leur disposition, simplifiant autant que possible leurs élaborations logiques possibles. Moins il y a de mots, moins on peut faire de réflexions. Une fois rendus incapables d'exprimer une pensée complexe qui leur soit propre, il ne reste aux individus qu'à répéter les slogans et les phrases toutes faites diffusées par la propagande. C'est de cette manière que selon Orwell le totalitarisme en arrive au « contrôle de la réalité », à la doublepensée (« la capacité à accepter simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux »). La doublepensée est utilisée comme une arme de manipulation psychologique, pour rendre l'individu incapable de penser par lui-même ; de plus, défendre en même temps quelque chose et son contraire ne peut que produire une désintégration de la conscience. La négation de l'opposition entre deux affirmations empêche toute représentation. Il n'est plus possible de percevoir et d'interpréter la réalité, on ne peut que l'expérimenter, la subir, en devenir sujet – plutôt que de l'analyser et de la transformer.

Pour s'imposer avec ses contradictions continues, la doublepensée a besoin de rendre la psyché des individus très fluide, ne les faisant vivre que dans et au présent : la vérité est ce que dit le Parti (c'est-à-dire l'Etat). Ou mieux, c'est ce qu'il en train de dire et qui l'instant d'après pourrait se transformer en son exact contraire. L'objectif final du pouvoir est donc de rompre le rapport de l'individu avec la vérité du sens, avec sa pro-

d'expulsion qui vient de commencer), s'est fait détruire sa bagnole : sa *Seat* a été prise pour cible avec marteau, mousse expansive, acide butyrique et peinture, en raison de son rôle majeur joué « *au sein de la machine capitaliste des expulsions de logement* ».

30/1, Hyères (France). Dans le Var, la vitrine de la permanence électorale du candidat soutenu par le *RN* est brisée au cours de la nuit.

31/1, Berlin (Allemagne). Devant un de ses établissements, trois utilitaires de l'entreprise d'armement *ThyssenKrupp* sont incendiés « pour montrer notre solidarité avec la lutte des forces auto-organisées du Rojava contre la Turquie » dit notamment le communiqué.

FÉVRIER 2020

1/2, Maule (France). Dans les Yvelines, la vitrine de la permanence de campagne du député *Modem* est brisée à la barre de fer.

1/2, Clermont-Ferrand (France). Dans le Puy-de-Dôme, la vitrine de la permanence de campagne du candidat *LEM* est éclatée par plusieurs projectiles.

1/2, Berlin (Allemagne). Incendie de la voiture personnelle d'une policière qui se trouve être la femme de l'adjoint au maire du district de Neukölln, Falko Liecke (CDU).

1/2, Berlin (Allemagne). Caillassage d'une patrouille de police à Bethaniendamm, revendiqué en mémoire de Maria, une habitante de

Kreuzberg assassinée par la police quelques jours plus tôt.

2/2, Bagnex (France).
Dans le Maine-et-Loire, les deux portes vitrées de la mairie sont fracassées juste avant l'aube.

2/2, Lavans-les-Saint-Claude (France).
Dans le Jura, saccage des prothèses technologiques au cours d'une visite dominicale du collège : l'imprimante 3D et 28 tablettes numériques sont détruites.

3/2, Paris (France).
La permanence électorale de la députée *LREM* du 13^e arrondissement reçoit une dizaine de coups de masse au cours de la nuit qui laissent sa vitrine en morceaux.

3/2, Kourou (France).
Dans la colonie de Guyane, les écrans de quatre distributeurs automatiques de billets placés à l'extérieur du bureau de *Poste* sont fracassés dans la nuit, après que les saboteurs aient préalablement coupé les câbles d'alimentation des caméras de surveillance.

4/2, Berlin (Allemagne).
Dans la Knaakstrasse, un rez-de-chaussée rénové où vient d'emménager le gentrificateur *Völkers&Engel* est attaqué à coups de marteaux « *contre la spéculation sur des espaces d'habitation* ».

4/2, Vivier-au-Court (France).
Dans les Ardennes, la voiture du maire garée non loin de chez lui est entièrement détruite lors d'un incendie nocturne.

4/2, Vincennes (France).
Une révolte incendiaire éclate dans la prison pour

fondeur historique, afin d'en faire un être entièrement malléable, c'est-à-dire manipulable. Au fond, c'est un idéal partagé par toutes les grandes idéologies depuis le début du XX^e siècle : façonner l'être humain, réussir à lui faire croire n'importe quoi, le dresser à nier le moindre sentiment et parfois même le témoignage de ses propres sens. Il s'agit d'un projet bientôt entièrement réalisé, la doublepensée étant devenue la chose la plus partagée.

Par exemple, comment expliquer autrement la prétention à défendre la nature face au progrès industriel qui la dévaste, tout en soutenant la science et en se tournant vers les dirigeants qui financent et réalisent ce même progrès ? Si on peut peut-être parler d'ingénuité dans le cas de la très jeune Greta Thunberg, que peut-on dire des adultes qui l'adulent ? Il n'est pas bien compliqué de remarquer l'identique absurdité entre les slogans de *Big Brother* (« *la guerre est paix, la liberté est esclavage, l'ignorance est force* ») et ceux des *Vendredis pour le climat* (« *le développement est durable, l'économie est circulaire, la science est verte* »). De la même manière, il ne devrait pas être trop compliqué de comprendre qu'inviter ceux qui détiennent le pouvoir à « *s'unir derrière la science* » équivaut à croire que le problème est en même temps la solution. La destruction irrésistible de la nature n'est pas une erreur négligente de l'organisation sociale actuelle susceptible d'être corrigée une fois reconnue, mais bien une des conséquences évidentes du capitalisme pour lequel « *toutes les ressources naturelles ont la couleur de l'or. Plus il les exploite rapidement, plus le flux d'or s'accélère.* » Demander gentiment aux administrateurs et serviteurs du Dieu Argent de mettre fin à l'exploitation des ressources (« *faire pression sur les institutions locales, régionales, nationales, afin que des mesures plus efficaces du gouvernement et des organisations internationales soient prises pour contenir les effets de l'effondrement climatique* ») est comme demander gentiment aux loups de mettre fin à l'extermination des brebis. On ne peut pas être des deux côtés simultanément. Ce ne seront pas la science et l'Etat qui feront « *revenir la nature sauvage* », mais uniquement la lutte *contre* la science et l'État.

Pour comprendre à quel point la doublepensée a anéanti toute capacité critique, il suffirait de se déplacer à Tarente, dans les Pouilles italiennes, une ville en

ébullition contre la décision du géant *Arcelor Mittal* d'éteindre les hauts-fourneaux de l'aciérie *Ilva*. Le souci de préserver le « *niveau d'emploi* » et de garantir « *le droit au travail* » est à même de faire converger gouvernement, syndicats et forces progressistes vers un seul objectif : empêcher à tout prix la fermeture de la plus grande aciérie d'Europe. Mais, étant donné que gouvernement, syndicats et forces progressistes ne cachent pas leur soutien à la cause écologiste de sauvegarde du climat, nous voilà face à un dilemme. Vu que l'*Ilva* de Tarente est la principale source de dioxyde de carbone présente en Italie, la première responsable donc du réchauffement climatique de la planète dans notre pays, comment peut-on en même temps soutenir la réduction rapide des émissions nocives dans l'atmosphère et le maintien de ce qui propage des poisons dans l'atmosphère ? Le ministre du Développement économique peut bien délirer en définissant *Ilva* comme « *un exemple d'implantation industrielle sidérurgique qui utilise des technologies durables, avec des fours électriques et autres installations respectueuses de l'environnement* », il est trop évident que la défense de la nature exige la fermeture immédiate de l'usine, plutôt que la production annuelle de 8 millions de tonnes d'acier !

Mais comment une Italie sans industrie, et une région de Tarente sans emploi, pourraient-elles vivre au sein de cette civilisation basée sur l'industrie et sur le travail ? Voilà une question à laquelle les slogans qui pensent pour nous ne pourront pas répondre. Pas même le vendredi.

Finimondo,
17 décembre 2019
(traduit de l'italien)

sans-papiers (CRA) en voie d'expulsion. Le bâtiment 2A est complètement inutilisable, plusieurs retenus ont été transférés, mais plus d'une dizaine a également été libérée faute de places.

4/2, Le Havre (France).

En Seine-Maritime, une classe de l'école Lamartine est incendiée vers 20h et les autres sont touchées par la fumée. Elle restera fermée pendant un mois.

5/2, Moscou (Russie).

Des inconnus lancent des molotovs dans une des salles du tribunal de Nikulinsky. Au moment de l'attaque, deux gardes de sécurité se trouvaient devant l'entrée du bâtiment et ont pu rapidement alerter les pompiers avant que le feu ne se propage.

5/2, Oldenburg (Allemagne).

En Basse-Saxe, sur le parking du commissariat, une camionnette de police est incendiée au cours de la nuit.

6/2, Iena (Allemagne).

En Thuringe, sur le terrain de la *Jenaische Burschenschaft Germania*, une association conservatrice d'extrême-droite, deux véhicules sont incendiés. Ailleurs, le véhicule d'un politicien du parti d'extrême-droite *AfD* part lui aussi en fumée.

8/2, Pauillac (France).

En Gironde, la vitre de la permanence de campagne du *RN* est éclatée à coups de pierres.

8/2, Dijon (France).

En Bourgogne dans le quartier des Grésilles, un mât de vidéosurveillance est meulé à la disqueuse vers 20h avant de s'écraser au sol. Deux arrestations.

9/2, Tours (France).
En Indre-et-Loire, alors que la police municipale intervient dans le quartier des Rives du Cher, les deux voitures de patrouille sont ravagées à coups de pierres et de boîtes de conserve volantes : vitres brisées, carrosserie enfoncée, girophares cassés.

11/2, Païta (France).
Dans la colonie de Nouvelle-Calédonie, les locaux de la future police municipale sont incendiés dans la nuit. L'édifice devait être livré dans une dizaine de jours.

11/2, Limoges (France).
En Haute-Vienne, huit véhicules d'Enedis chargés de matériel sont détruits peu après minuit par un incendie, dont un spécial qui servait à faire des repérages de détection de câbles ou de pannes réseaux (400 000 euros de dégâts). « *Nous on n'en veut pas de vos éoliennes industrielles big business ni des mégatransformateurs ni des THT* », « *nous on veut pas du nucléaire on ne veut pas de linky, ni big data ni big brother* », dit notamment la revendication, qui conclut par « *Vous nous parlez de transition écologique nous on vous répond sabotage.* »

13/2, Toulouse (France).
Trois utilitaires garés sur le parking de *Toulouse Métropole* sont volontairement incendiés vers 1h du matin dans le quartier des Ormeaux.

14/2, Vauvert (France).
Dans le Gard, une voiture de fonction de la gendarmerie est incendiée dans la caserne vers 4h du matin, et deux autres véhicules à proximité.



LE COFFRE AUX PERLES

Le temps ne fait rien à l'affaire

Le 3 février 2020 au théâtre de *L'Echangeur* (Bagnolet) se tenait une rencontre autour de textes publiés par le magazine culturel du lundi matin. Cette fois, c'est l'inénarrable Serge Quadruppani qui s'y est collé, pour expliquer *A quoi sert l'ultra-gauche ?* aux petits soldats du parti. Trois hypothèses nécrologiques sur l'intérêt des amis de l'autorité d'avoir ressorti le cadavre de sa boîte.

L'urne funéraire. Hier partisan revendiqué du bordiguisme, seul courant de l'ultra-gauche qui s'est accroché à la conception léniniste du Parti, notre intellectuel de service a fini par candidater aux élections municipales d'Eymoutiers en 2014 sur la liste *Des communes en commun*. Un parcours assez long pour édifier des clients en quête de vérités à consommer et une belle illustration que tous les moyens sont bons pour se rapprocher du pouvoir, des manœuvres de Parti jusqu'à la bonne vieille liste électorale à la campagne, en passant par la légalisation d'une ZAD dans des couloirs de préfecture.

L'égout de la politique. Hier mercenaire stipendié pour répandre les ultimes pensées de Margaret Thatcher (1993 et 95), notre tâcheron a fini par traiter les anarchistes d'action de « *cinglés* », d'« *imbéciles* » ou de « *larbins de Ciancabilla* » contre un peu d'oseille dans une de ses dernières traductions dont il n'est pas peu fier (*Errico Malatesta*, ed Lux, 2018). Mais qu'importe le contenu, quand on vit de la valorisation de son petit capital-nom, entre une tribune dans *Libé* et un article pour *Le Monde diplomatique*. Pourquoi la plume ne pourrait-elle alors pas s'activer le matin pour encenser une sanglante chef d'Etat, l'après-midi pour insulter les plus farouches ennemis de ce dernier, et le soir pour décorer de ses chroniques judiciaires la vitrine des néo-blancquistes ? Une bien belle illustration de l'art de la politique face à tous les compagnons assez « *imbéciles et cinglés* » pour y opposer l'éthique et le refus de parvenir.

Le curé des luttes de territoire. Hier serveur de soupe qui dénonçait les *Blacks Blocs* du contre-sommet génois comme des infiltrés policiers et la « *débilité de la plupart de leurs objectifs* » (2001), notre complotiste voit aujourd'hui

derrière les premiers sabotages en Val Susa la main d'une « *extrême-droite côtoy[ant] les services secrets* » qui aurait voulu empêcher la « *formation d'un sujet collectif* » aussi beau que « *l'alliance des femmes qui prient Padre Pio... et des jeunes des centres sociaux* » (*Le monde des Grands Projets et ses ennemis*, ed. La Découverte, 2018). Sûr qu'entre les prières collectives adressées au crapaud de Nazareth devant un chantier, et des sabotages individuels diffus contre les intérêts qui dévastent la vallée, il n'y avait pas photo ! Attribuer aux fascistes cette vague de sabotages anonymes qui a coûté aux anarchistes deux assassinats d'Etat, afin de bâtir *contre elle* une vaste composition, a été le sale travail mené sur place par des politiciens variés pendant une décennie, réussissant finalement à vider cette lutte de toute portée subversive. En leur apportant aujourd'hui son onction, notre pieux compositeur de paix sociale n'a rien à envier à ses nouveaux amis qui ont fait eux-mêmes le boulot en normalisant la ZAD de Notre-Dame-des-Landes avec l'Etat. Mais lui n'y a bien sûr vu que « *prise de décision sans hiérarchie* », « *victoire historique* » et « *expansion de la communisation* » (ibid.). Une bien belle illustration de l'art de la manipulation intéressée, contre les individus qui avaient généreusement pris au pied de la lettre l'attaque du « *et son monde* » des deux côtés des Alpes.

Avec ce genre d'ultragauchiste en carton-pâte, le temps ne fait vraiment rien à l'affaire, comme le disait la chanson. Et c'est donc tout naturellement que notre rédacteur d'une « *lettre d'auto-dénonciation* » revendiquant en 2015 avoir écrit *L'insurrection qui vient* a fini homme de paille pour l'un de ses véritables auteurs, Mathieu Burnel. Ce dernier, amateur de tréteaux et pompier volontaire comme lui, s'adonne également à la signature de pétition en compagnie du gratin militant de gôche, par exemple pour réclamer l'amnistie des gilets jaunes à grand coup d' « *honneur de la France* » et autre « *rendre au pays l'apaisement* » (LM#174, 2019).

Chez ce duo qui s'était déjà donné en spectacle lors d'une première représentation en avril 2016 au micro de *Nuit Debout* à Paris, ne demeure à présent qu'une seule question sérieuse : quel est le bouffon qui sert l'autre, du politicien autoritaire ou de l'autoritaire politicien. Mais cela ne nous regarde pas.

Sache que ta meilleure amie...

Le 25 janvier 2020, le site *Mars-Infos* qui n'est plus à ça près, nous annonçait l'ouverture d'un nouveau centre social autogéré, occupé depuis quatre jours. Au menu, tous les poncifs populistes du moment, du « *lieu de convergence à vocation collective et populaire* » jusqu'à la volonté de « *redonner de la voix, de la visibilité et de l'énergie à nos combats de quartier* ». Rien de bien nouveau sous le soleil marseillais se dira-t-on, sauf que le titre saute immédiatement aux yeux : *Vive la comicomune*. On se pince et on relit lentement une deuxième fois, la co-mi-commune, terrifiant jeu de mot entre commissariat et commune, puisque c'est bien une structure du terrorisme d'Etat abandonnée qui vient d'être squattée.

Comment ça, faire converger « le peuple » à l'intérieur de murs qui suintent encore les tabassages, les fouilles au corps, l'enfermement, les expulsions forcées, les viols, les humiliations, les angoisses, l'emploi de la violence légitime pour faire pisser le sang et forcer les aveux ? Comment ça, des lieux structurellement pensés, bâtis et organisés pour l'oppression au service du plus froid des monstres froids qui se transformeraient magiquement avec une couche de ripolinage en espace « *contre toutes les formes de domination* » ? Pense-t-on vraiment que ce genre d'architecture est neutre et pas fonctionnelle à la domination, qu'on peut simplement en changer l'usage plutôt que la raser au sol ?

Vive la Comicomune, donc, avec sa pouille autogérée et ses cellules populaires. ■

| Revues, livres & journaux |

Groupe Marcuse. **La liberté dans le coma.** *Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*, ed. La Lenteur (Vaour), 264 p., mars 2019 (2e ed.)

Il y a de ces livres où après coup, on regrette de les avoir lus jusqu'au bout. Mais comme je ne fais pas dans l'éclectisme tant à la mode qui picore à droite à gauche, je me suis efforcé d'aller jusqu'à la fin de cet essai du *Mouvement autonome de réflexion critique à l'usage des survivants de l'économie* (Marcuse) paru en 2013 et récemment réédité. Une fois achevé, il m'a achevé.

Malgré le saupoudrage obligatoire dans la plupart des bouquins de critique sociale sortis ces dernières années souhaitant des « ZAD » ou des « mobilisations sociales » partout, l'introduction de cette deuxième édition a au moins le mérite de poser clairement que les nouvelles technologies ne sont pas réappropriables dans une perspective révolutionnaire. Mais comme il faut pas trop pousser, le Groupe Marcuse se contente ensuite de parler de gestes passifs, croyant peut-être malgré son pessimisme profond envers l'humanité à une espèce de prise de conscience collective où les masses « abandonneront » d'elles-mêmes ces prothèses technologiques. La question de la destruction n'est ainsi pas à l'ordre du jour dans l'air pur de la réflexion marcusienne, mais passons, je me ferais des illusions en attendant d'un quelconque groupe « Marcuse » que leurs réflexions apportent quelques suggestions allant dans ce sens-là.

Après une introduction écrite dans les règles de l'art logique en vogue chez les



universitaires, vient une première partie qui nous explique l'évolution de l'informatique et du fichage. L'apport intéressant de cette partie est la description de comment « *logique de surveillance et logique d'assistance sont profondément entremêlées dans le déploiement de la puissance étatique.* » (Attention, c'est la première et dernière partie du livre où on ose encore parler systématiquement d'« État » et de « capitalisme », par la suite il ne sera plus question que de « bureaucratie » et de « grandes entreprises »). Le fichage en cours de généralisation ne répond en effet pas seulement à un impératif de contrôle, mais va de pair avec l'assistance que l'État entend apporter à (certains) de ses sujets en échange de leur obéissance et pour s'assurer de leur fidélité. Ce fut notamment le cas avec les livrets militaires, introduits non seulement pour avoir un aperçu précis des troupes, mais aussi pour organiser l'assistance aux vétérans ou leur hospitalisation et ainsi s'assurer la fiabilité de ces troupes. En gros, Sécurité sociale (peut-être un de ces « *acquis de haute lutte* » dont le livre fait l'éloge, avec les réserves de vigueur) et fichage généralisé vont de pair et permettent d'affiner la conception d'un État, qui n'est alors plus réductible à ce grand méchant parasite, seule expression de la puissance des classes possédantes.

Le livre est d'ailleurs bourré d'avertissements qui précisent ce sur quoi ils ne veulent pas s'attarder (en gros, « *le contrôle généralisé* »), bien qu'on ait quand même droit presque à chaque fois à leur divagation sur ce thème. Mais ce n'est

certainement que la conséquence d'une rhétorique mal ficelée, qui fait que le lecteur attentif se sent régulièrement pris au piège du « *non, on ne vous parlera pas de ça* » avant de devoir lire des pages entières consacrées à ce « *ça* ».

Mais continuons avec le chapitre suivant, « *La liberté, pourquoi faire ?* », où le Groupe Marcuse s'engage sur une pente qui mène droit à l'abîme en étalant un florilège confus du pire (et parfois du moins pire, concédons-le) en mode *Pièces et Main d'œuvre* grenoblois. Les raisonnements sont minces et le style blindé d'exemples est lourd. Si on y retrouve des critiques du marxisme et de son productivisme exacerbé (ouf, au moins ça !), l'écran de fumée de critique radicale se dissipe aussitôt avec des platitudes de ce genre : « *Ce monde est une forme apogée du Spectacle, si l'on entend par là la confiscation de l'expérience commune sous une forme dégradée : les vacances sont un ersatz de l'existence libre, le hobby un substitut de métier créatif, la démocratie représentative le pis-aller d'une authentique communauté politique* », ou encore « *Mais, de nos jours, l'État et les grandes entreprises ont acquis un droit de regard très poussé sur la vie des individus sans que cela ne choque grand monde, sans que cela heurte en profondeur la conviction d'être libre.* » On arrive épuisés au bout de ce chapitre, où l'on n'a pas appris grand-chose à part quelques tournures académiques sans intérêt distillées entre deux exemples d'horreurs modernes (linky, rfid, smartphone etc.), un chapitre qui se conclut par une réflexion pour le moins osée sur la liberté (en tout cas, à leurs yeux).

Comme c'était le titre de leur essai, il leur fallait tout de même dire quelque chose qui aille au-delà de ces fameuses « libertés formelles » garanties par l'État auxquelles ils s'agrippent en vain. Ignorant complètement ou volontairement que

rien de nouveau ne sort de leur chapeau, le Groupe Marcuse reprend ainsi la distinction classique entre « *libre de* » et « *libre pour* ». Qu'un certain Johann Kaspar Schmidt y ait dédié un livre entier il y a plus de 150 ans, non sans contradictions, leur a peut-être échappé, mais il avait en tout cas bien mieux saisi le nœud de la question : la liberté n'est pas que négative, elle est aussi positive, affirmation de l'individualité (oh la la, attention, c'est la collectivité perdue et tant regrettée par les marcusiens qui risque de faire naufrage avec ça). Autrement dit, se *libérer* d'une peine, d'une tâche, n'équivaut pas forcément à expérimenter *la qualité* qu'est la liberté.

Pour les marcusiens, qui des individus n'ont cure, à quoi pouvait bien leur servir une telle intuition ? Rien moins qu'à faire bêtement l'apologie du... travail manuel et de la sueur au front ! Ça travaille dur là, chez *La Lenteur* ! Si on peut évidemment partager la critique contre la « délivrance » promise par les religions et les idéologies associées au travail, ce n'est certainement pas pour mettre ensuite sur un piédestal le travail manuel ! Comme la destruction ne rime dans l'univers marcusien qu'avec la dévastation de la planète par l'industrialisme, il est sûr que toute thèse sur la destruction du travail leur passe au-dessus de la tête. Destruction du travail en tant que libération de l'activité humaine, même au risque (souligné par le Groupe Marcuse) de l'absence d'abondance et de souffrances. Mais on le connaît trop bien, ce petit refrain qui se veut imparable : « *Qu'est-ce que je vais donner à manger à mes enfants, alors ?* »

Enfin, et c'est pour cela que je disais qu'il y a des livres qu'il vaut mieux refermer avant d'arriver au bout, celui-ci se termine par l'inévitable chapitre qu'on pourrait nommer en gros « *que faire ?* ». Ce n'est pas un reproche, pourquoi pas, mais c'est avec le contenu sur ce « *que faire* »

que ça part vraiment en vrille. Le livre passe ici d'une critique du citoyenisme radical à la José Bové (encore ! Peut-être fallait-il à l'époque être un peu plus attentif aux avertissements anarchistes concernant les petits chefs, l'autonomie d'action, la non-délégation, l'auto-organisation) à l'éloge totalement acritique de la lutte contre le TAV dans le Val Susa italien (que c'est beau : « *même des maires blabla...* ») en érudant que cette lutte « *de masse* » a trouvé ses origines dans le sabotage diffus « de quelques-uns », pour finir sur l'inévitable... Zaâââd.

Proposant essentiellement selon la même antienne d'alimenter le « *débat public* » pour faire vivre une « *démocratie authentique* », le Groupe Marcuse ne peut pourtant éviter de lâcher quelques mots sur le fameux « *sabotage* » à ce stade de leur réflexion (c'est la seule fois où ce mot est lâché dans les 264 pages dédiées aux technologies de communication et d'information !). Mais attention, pas n'importe lequel, et certainement pas celui pratiqué par des individus autonomes. Chez nos universitaires en herbe, les conditions bien précises pour un sabotage sont en effet son acceptation par la masse, son inscription au sein des rapports de force du moment et dans un cadre stratégique, soit littéralement la pratique de « *sabotages tout à fait pragmatiques* ». Et pour ne surtout pas donner l'impression d'être allés trop loin, on insiste encore une fois sur le fait qu'il faut surtout « *abandonner* » les prothèses technologiques dans nos milieux.

D'attaques diffuses et ciblées contre la technologie, le Groupe Marcuse ne veut en réalité rien savoir. Dans les quelques pages où il définit « *l'insurrectionnalisme* » comme un stupide reflet en miroir du « *citoyennisme* », le Groupe Marcuse tient catégoriquement à nous mettre en garde : « *L'éloge du dérèglement et de la destruction est trop à l'unisson d'un monde ravagé*

par la logique du profit et la volonté aveugle de maîtrise. » Confondant volontairement comme d'autres avant eux le néo-blancisme politicard et autoritaire avec les nombreuses nuances d'un anarchisme « *insurrectionnaliste* », nos braves marcusiens le résumant à une fétichisation de la violence et de l'émeute. Les luttes spécifiques comme méthodologie ? L'auto-organisation et la non-délégation ? L'attaque et les groupes affinitaires ? La projectualité et l'approfondissement de la compréhension du monde ? La diffusion de sabotages contre des structures éparses de la domination ? La critique de l'attentisme ? Les marcusiens s'en contrefichent, trop occupés à tenir et à alimenter leur cher « *débat public* » (dont ils nous vantent quelques mérites : contre le puçage des animaux, la biométrie ou la « *base de données gestion des élèves* »).

Entre deux réunions de collectifs, un recours juridique et une action de désobéissance mises en avant, ce qui manque pour s'en prendre aux flicages numériques ne serait-ce pas justement une approche un tantinet plus « *insurrectionnaliste* », de celle qui suggérerait par exemple aux individus qui veulent s'y opposer de saboter tout ce qui rend ces flicages possible ? Ou est-ce déjà trop ? Assurément, puisque les experts en maturation lente du Groupe Marcuse assèment sans sourciller un peu plus loin : « *quelque chose nous dit qu'il n'est vraiment pas pertinent d'appeler à un déchaînement insurrectionnel par les temps qui courent* ».

D'accord, au moins comme ça c'est clair. Mais faites-nous une faveur s'il-vous-plaît : dans vos prochaines éditions, pourriez-vous avoir l'amabilité de mettre ce genre de phrases au début du livre, afin qu'on ait alors plus de temps à dédier à notre propre travail manuel ?



Aux résignés

Je hais les résignés !

Je hais les résignés, comme je hais les malpropres, comme je hais les fainéants.

Je hais la résignation ! Je hais la malpropreté, je hais l'inaction.

Je plains le malade courbé sous quelque fièvre maligne ; je hais le malade imaginaire qu'un peu de volonté remettrait droit.

Je plains l'homme enchaîné, entouré de gardiens, écrasé du poids du fer et du nombre.

Je hais les soldats que courbe le poids d'un galon ou de trois étoiles ; les travailleurs que courbe le poids du capital.

J'aime l'homme qui dit ce qu'il sent où qu'il se trouve ; je hais le votard à la conquête perpétuelle d'une majorité.

J'aime le savant écrasé sous le poids des recherches scientifiques ; je hais l'individu qui courbe son corps sous le poids d'une puissance inconnue, d'un X quelconque, d'un Dieu.

Je hais, dis-je, tous ceux qui, cédant à autrui par peur, par résignation, une part de leur puissance d'homme, non seulement s'écrasent mais m'écrasent, moi, ceux que j'aime, du poids de leur concours affreux ou de leur inertie idiote.

Je les hais, oui, je les hais, car moi je le sens, je ne me courbe pas sous le galon de l'officier, l'écharpe du maire, l'or du capitaliste, les morales ou les religions ; il y a longtemps que je sais que tout cela n'est que hochets que l'on brise comme verre... Je me courbe sous le poids de la résignation d'autrui. Ô je hais la résignation

J'aime la Vie.

Je veux vivre, non mesquinement comme ceux qui ne satisfont qu'une part

de leurs muscles, de leurs nerfs, mais largement en satisfaisant les muscles des faciaux tout aussi bien que ceux des mollets, la masse de mes reins comme celle de mon cerveau.

Je ne veux pas troquer une part de maintenant pour une part fictive de demain, je ne veux céder rien du présent pour le vent de l'avenir.

Je ne veux rien courber de moi sous les mots Patrie - Dieu - Honneur. Je sais trop le vide de ces mots : spectres religieux et laïques.

Je me moque des retraites, des paradis, sous l'espoir desquels tiennent résignés, religions et capital.

Je ris, de ceux qui accumulent pour leur vieillesse se privent en leur jeunesse ; de ceux qui pour manger à soixante jeûnent à vingt ans.

Moi, je veux manger lorsque j'ai les dents fortes pour déchirer et broyer les viandes saines et les fruits succulents, lorsque les sucs de mon estomac digèrent sans aucun trouble ; je veux boire à ma soif les liquides rafraîchissants ou toniques.

Je veux aimer les femmes, ou la femme selon qu'il conviendra à nos désirs communs et je ne veux pas me résigner à la famille, à la loi, au Code, nul n'a droit sur nos corps. Tu veux, je veux. Moquons-nous de la famille, de la loi, antique forme de résignation.

Mais ce n'est pas tout : je veux, puisque j'ai des yeux, des oreilles, d'autres sens que le boire, le manger, l'amour sexuel, jouir sous d'autres formes. Je veux voir les belles sculptures, les belles peintures, admirer Rodin ou Manet. Je veux entendre les meilleurs opéras joués de Beethoven ou de Wagner. Je veux connaître les clas-

siques en la Comédie, feuilleter le bagage littéraire artistique qu'ont légué les hommes passés aux hommes présents, ou mieux feuilleter l'œuvre toujours et à jamais inachevée de l'humanité.

Je veux de la joie pour moi, pour la compagne choisie, pour les enfants, pour les amis. Je veux un home où se puissent reposer agréablement mes yeux après le labeur fini.

Car je veux la joie du labeur aussi, cette joie saine, cette joie forte. Je veux que mes bras manient le rabot, le marteau, la bêche ou la faux.

Que les muscles se développent, que la cage thoracique s'élargisse à des mouvements puissants, utiles et raisonnés.

Je veux être utile, je veux que nous soyions utiles. Je veux être utile à mon voisin et je veux que mon voisin me soit utile. Je désire que nous œuvrions beaucoup car je suis insatiable de jouissance. Et c'est parce que je veux jouir que je ne suis pas résigné.

Oui, oui, je veux produire, mais je veux jouir ; je veux pétrir la pâte, mais manger du meilleur pain ; faire la vendange, mais boire du meilleur vin ; construire la maison, mais habiter des meilleurs appartements ; faire les meubles, mais posséder l'utile, voire le beau ; je veux faire des théâtres, mais assez vastes pour y loger les miens et moi.

Je veux coopérer à produire, mais je veux coopérer à consommer.

Que les uns rêvent de produire pour d'autres à qui ils laisseront, ô ironie, le meilleur de leurs efforts, pour moi je veux, groupé librement, produire, mais consommer.

Résignés, regardez, je crache sur vos idoles ; je crache sur Dieu, je crache sur la Patrie, je crache sur le Christ, je crache sur les Drapeaux, je crache sur le Capital et sur le Veau d'or, je crache sur les Lois et sur les Codes, sur les Symboles et les Religions : ce sont des hochets, je m'en moque, je m'en ris...

Ils ne sont rien que par vous, quittez-les et ils se brisent en miettes.

Vous êtes donc une force, ô résignés, de ces forces qui s'ignorent mais qui n'en sont pas moins des forces, et je ne peux pas cracher sur vous, je ne peux que vous haïr... ou vous aimer.

Par dessus tous mes désirs, j'ai celui de vous voir secouer votre résignation, dans un réveil terrible de Vie.

Il n'y a pas de Paradis futur, il n'y a pas d'avenir, il n'y a que le présent.

Vivons-nous !

Vivons ! La Résignation, c'est la mort.

La Révolte, c'est la Vie.

Albert Libertad,
l'anarchie n°1 (Paris),
13 avril 1905

